

Les participants ont pris connaissance des références que fait le rapport aux enlèvements, aux déplacements forcés et à l'esclavage au Soudan, pratiqués par les forces armées du GS et par les personnes encouragées par celui-ci à prendre part à de telles activités. La mission a corroboré les constatations du rapporteur spécial des Nations Unies. Ces constatations confirment que tout enlèvement forcé en vue de l'esclavage et du travail confiné sans rémunération est illégal. Dans le contexte actuel du conflit au Soudan, il n'existe aucune différence entre l'esclavage et les enlèvements, et toutes les pratiques qui résultent en de mauvais traitements d'une personne humaine par une autre sont illégales aux termes des lois internationales. Il a été fait mention de multiples rapports concernant l'esclavage des femmes soudanaises et le maintien de lois répressives qui tolèrent ou encouragent une brutalité excessive.

Les participants au forum ont donné leur aval aux recommandations du rapport de la mission Harker. Ils ont exprimé l'espoir que le gouvernement du Canada acceptera ces recommandations et qu'il y donnera suite. Plus particulièrement, les participants ont fréquemment mentionné que les Canadiens et les Canadiennes doivent être encouragés à exiger des actions plus efficaces de la part du gouvernement du Canada. Ces actions devraient tarir les entrées de revenus du pétrole pour le GS. Le Canada doit également jouer un rôle plus éclairé et plus proactif, notamment parce qu'il est aussi un membre de l'IPF.